

UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER? VERS UNE VISION D'INCLUSION SOCIALE



LES 8 ET 9 NOVEMBRE 2001
Hôtel Crowne Plaza, 101, rue Lyon, Ottawa (ON)



Conseil canadien de
développement social



Laidlaw
Foundation

Caroline Andrew

Caroline Andrew est professeure de Sciences politiques à l'Université d'Ottawa. Ses domaines de recherche portent sur le gouvernement municipal, les femmes et la politique municipale, et l'urbanisme. Elle est actuellement Doyenne de la Faculté des Sciences sociales à l'Université d'Ottawa. Parmi ses récentes publications : «The Shame of (ignoring) the Cities,» dans *Journal of Canadian Studies*, 35-4 (2000-2001) et «La gouvernance locale,» *Relations*, No. 629 (2000).

Caroline Andrew est membre du Groupe de travail de la Ville d'Ottawa sur l'accès des femmes aux services municipaux et du Comité organisateur pour une conférence internationale «Tisser les liens/Making the Links» sur les femmes et la sécurité urbaine, qui aura lieu à Montréal en mai 2002. Elle est aussi membre du Comité consultatif de la Ville d'Ottawa sur les services en langue française. Parmi d'autres activités communautaires, elle fait partie du conseil d'administration du Centre de ressources de la Basse-Ville et d'Interpares.

Michael Bach

Michael Bach est vice-président et directeur de recherche au Roeher Institute – un institut national au Canada sur la recherche et le développement de politiques publiques, les personnes handicapées et les droits humains. En janvier 2002, il prendra le poste de vice-président exécutif de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire.

Michael a entrepris des recherches à la fois au pays et au niveau international (Amérique centrale et du Sud, Caraïbes, Communauté européenne, Inde) sur un vaste éventail de questions de politiques publiques – le financement de soutiens concernant les personnes handicapées, l'inclusion dans la main d'oeuvre, l'alphabétisation et l'éducation, les questions familiales et de l'enfance, en passant à un modèle individualisé de financement pour le

soutien. Sa recherche s'est étendue au-delà de la politique même envers les personnes handicapées pour poser des questions plus larges sur la façon d'encourager une société plus inclusive pour tous. Michael Bach termine actuellement sa dissertation doctorale (PhD) – une critique de la construction sociale et légale de l'incompétence dans la loi.

Sharon Chisholm

Sharon est actuellement Directrice générale de l'Association canadienne d'habitation de rénovation urbaine (ACHRU), où elle supervise les tâches de l'Association y compris la défense des droits, la recherche et les communications. Sharon a participé très activement aux relations internationales et faisait partie de la délégation canadienne aux réunions de l'ONU à Istanbul, Nairobi et New York.

La carrière de Sharon dans le domaine du logement a débuté en 1975 en Nouvelle-Écosse. Elle gérait la Access Housing Services Association (Halifax, N-É) jusqu'en 1985. Pendant cette période elle a aidé au développement de plus de 100 projets communautaires de logements à but non lucratifs et en coopérative, et elle a complété plusieurs projets de recherche. En 1985, elle a été nommée Directrice du logement pour la Ville de Dartmouth, où elle a mis en place la première importante politique du logement de la ville et a développé son Projet de démonstration d'habitat. En 1988, elle a déménagé à Ottawa, où elle a géré la division du développement du logement de la Ville d'Ottawa. Dans ce poste, elle fut responsable de la construction de plus de 3 000 unités de logements sociaux. Afin d'y arriver, elle a dû travailler à fond avec la communauté et a développé des partenariats avec des groupes communautaires et le secteur privé pour mettre en application le plan ambitieux de logement de la ville. En 1994, elle a commencé son travail actuel avec l'ACHRU.

Elle a fait ses études à l'Université Dalhousie (BA) et à l'Université Carleton (Masters of Canadian Studies).

Peter Clutterbuck

Peter Clutterbuck a travaillé dans le secteur bénévole des services à la personne au niveau communautaire, provincial et national depuis plus de 25 ans. Il a oeuvré dans des postes de développement organisationnel, de programmes et communautaire dans les domaines des personnes handicapées, de la promotion de la santé et du développement social. La défense des droits à souche communautaire et basée sur des coalitions constitue un de ses domaines particuliers d'intérêt et d'expérience.

Peter vient récemment de compléter près de 10 ans de leadership au niveau de direction générale du Community Social Planning Council of Toronto et de l'organisme précédent, the Social Planning Council of Metropolitan Toronto. Depuis mai 2001, il a combiné un rôle de recherche communautaire auprès du Social Planning Network of Ontario (SPNO), avec des travaux indépendants de consultant et de recherche à temps partiel pour son entreprise PC Human Resources.

Son travail avec le SPNO consiste à étudier quatre cas communautaires sur des stratégies de formation du capital social élaborées par des conseils locaux de planification sociale. La collaboration de Peter depuis le printemps de cette année avec la Fondation Laidlaw pour le développement d'un cadre de travail sur l'inclusion sociale s'est faite au nom de la SPNO, qui a indiqué que l'inclusion sociale était un résultat explicite souhaité du travail des organismes de planification sociale en Ontario.

Peter Donnelly

Peter Donnelly est le directeur du Centre for Sport Policy Studies, et professeur à la Faculté d'éducation physique et de santé de l'Université de Toronto. Il est né à Chester, en Angleterre, a étudié l'éducation physique en premier cycle universitaire et a été enseignant d'école pendant plusieurs années. En 1969, il a émigré aux États-Unis, où il a terminé ses études de premier cycle à New York, puis a obtenu une maîtrise et un PhD à l'Université du Massachusetts. Il a déménagé au Canada en 1976, où il a enseigné à l'Université de Western Ontario de 1976 à 1979, et à l'Université McMaster de 1980 à 1998.

Il a publié de nombreux articles universitaires, avec un intérêt particulier à la politique en matière de sports. Parmi ses récents livres on retrouve : *Taking Sport Seriously: Social Issues in Canadian Sport* (1997; 2nd edition, 2000), et *Inside Sports* (avec Jay Coakley, 1999). Il porte un intérêt spécial aux droits des enfants en sports et activité physique, et aux politiques sur la condition physique et la santé.

Daniel Drache

Daniel Drache est Directeur du Robarts Centre for Canadian Studies et professeur de Sciences politiques à l'Université York. Il a beaucoup écrit sur la mondialisation et les limites des marchés, des blocs commerciaux, de l'emploi et de l'intégration économique. Son livre le plus récent s'intitule *The Market or the Public Domain: Global Governance and the Asymmetry of Power* (Routledge, 2001).

Le Pr. Drache est aussi un universitaire renommé, du courant de pensée et d'influence de Harold Innis, l'économiste politique le plus important au Canada. Il a récemment publié l'édition du centenaire des essais d'Innis – *Staples, Markets and Cultural Change* (McGill-Queen's University Press, 1995).

Il a été associé de recherche à l'Institut universitaire européen, à Florence; professeur invité au EPREMAP-CNRS, à Paris; et universitaire invité à Macquarie University, the University of Western Sydney et l'AGSM, University of New South Wales.

Il enseigne à présent dans le programme de Sciences politiques de second cycle à l'Université York, dans le domaine de l'économie politique internationale, ayant pour sujets «Order and Disorder in the Global Economy» et «Trade Politics and International Civil Society.»

En tant que co-rédacteur de *Canada Watch*, le Pr. Drache a organisé des séminaires et des conférences sur les relations Canada-Québec au fil des ans et a aussi publié sur le sujet, notamment *Negotiating with a Sovereign Quebec* (Lorimer, 1992 with Roberto Perin). Il dirige actuellement un important projet de recherche interdisciplinaire au Robarts Centre, afin d'examiner le concept du domaine public dans une ère de mondialisation et d'explorer ses ramifications multiples et le chevauchement de certains éléments.

Le Pr. Drache complète en ce moment son prochain livre, *In Search of North America: Do Borders Matter Any Longer? Wuz Up?* (à paraître, chez Routledge, 2002).

Catherine Frazee

Catherine Frazee a participé depuis plusieurs années au mouvement des droits à l'égalité, notamment pendant son mandat de Commissaire en chef de la Commission ontarienne des droits de la personne, de 1989 à 1992. Les travaux de M^e Frazee en tant que rédactrice, éducatrice et chercheuse se centrent sur les droits, l'identité, l'expérience et le bien-être des personnes handicapées.

En plus de sa pratique privée de médiation des droits de la personne, elle est instructrice de session au programme de Disability Studies de l'Université Ryerson et associée de recherche au Roeher Institute, l'organisme canadien de recherche en politiques publiques faisant la promotion de l'égalité, de la participation et de l'auto-détermination des personnes avec des handicaps intellectuels et autres.

Au cours de l'année scolaire 2000/2001, M^e Frazee a tenu la chaire Bertha Wilson de professeure associée des droits de la personne à l'Université Dalhousie. Les travaux de M^e Frazee ont été publiés dans divers manuels, journaux universitaires et magazines spécialisés. Elle compile actuellement une collection d'essais et de présentations destinés à approfondir les réponses sociétales à la situation des personnes handicapées.

Christa Freiler

Christa Freiler travaille à la Fondation Laidlaw, qui explore l'inclusion sociale comme thème conceptuel et stratégique d'un nouveau programme de financement sur la politique familiale et de l'enfant.

Christa a de l'expérience tant dans le secteur bénévole que dans le milieu gouvernemental dans les domaines de la politique familiale et de l'enfant, de la pauvreté, de la lutte au racisme et des personnes handicapées. Elle a eu des postes de recherche, de conseillère en politiques ou de sensibilisation publique avec les organismes suivants : le Groupe de défense des enfants pauvres, un partenaire national de Campagne 2000; le Social Planning Council of Toronto; Ontario Ministry of Community and Social Services; Ontario Premier's Council on Health, Well-Being and Social Justice; the Race Relations Directorate of the Ontario Ministry of Citizenship; l'Association canadienne (et celle d'Alberta) pour l'intégration communautaire.

Martha Friendly

Martha Friendly est associée principale de recherche et professeure auxiliaire au Centre for Urban and Community Studies, à l'Université de Toronto et coordinatrice de Childcare Resource and Research Unit (CRRU). Le CRRU est un organe de recherche en politiques publiques spécialisé dans l'éducation et les services de la petite enfance (ECEC). Il gère une bibliothèque ambulante de ressources, un site internet détaillé, publie une série de documents de travail et autres, fait de la recherche et joue un rôle actif dans l'élaboration de politiques pour la petite enfance au niveau provincial et national.

Martha est l'auteure de *Child Care Policy in Canada: Putting the Pieces Together* (Addison-Wesley Canada, 1995), et de nombreux articles universitaires, techniques et en version populaire sur les services à l'enfance et la politique familiale et sociale. Voici une liste de ses plus récentes publications : «Is this as good as it gets? Child care: A test case for assessing the Social Union Framework Agreement,» (sous presse, *Canadian Review of Social Policy*); *Social inclusion through early childhood care and education*, (sous presse, Laidlaw Foundation); «Canary in a coal mine: Child care and Canadian federalism in the 1990s,» dans *Good child care for Canada in the 21st century* (2001, Cleveland and Krashinsky (eds.), University of Toronto Press); «Whose interest? Child care as a social policy issue,» dans *Early childhood care and education in Canada* (2000, Prochner and Howe (eds.), University of British Columbia Press); «Early childhood education on the Canadian policy landscape,» dans *Landscapes in early childhood education: Cross national perspectives on empowerment* (2000, Hayden (ed.), New York: Peter Lang Publishers).

Martha a été très active à plaider en faveur d'une politique sociale progressive pendant plusieurs années, en appuyant la mise en place d'un régime universel d'éducation et de services de la petite enfance pour tous les enfants.

Robert Glossop

Le Dr. Glossop fait partie de l'Institut Vanier de la famille depuis 1975 et est à présent Directeur général des programmes et de la recherche. Au moyen de ses travaux, il combine ses perspectives de sociologue et de philosophe à ses intérêts personnels en tant que père et membre actif de sa communauté.

Un thème fréquent de ses travaux tourne autour du besoin de comprendre l'écologie sociale en transformation rapide où vivent les familles. Cette écologie comprend la vie professionnelle, les facteurs économiques, la communauté, la santé, l'éducation et de nombreux autres facteurs.

Ses ouvrages écrits, ses discours et ses analyses de recherche au Canada au fil des ans ont porté sur un vaste éventail de thèmes, comme le changement démographique, les programmes d'études familiales, la maternité à l'adolescence, les programmes de soutien parental, la politique fiscale, le développement économique communautaire, les nouvelles technologies de reproduction, et les services de garde à l'enfance. Ses présentations perspicaces en ont fait un conférencier très en demande aux conférences et séminaires à travers le Canada ainsi que le sujet fréquent d'interviews pour les journalistes de rédaction sur les questions sociales.

Le Dr. Glossop détient un BA de l'Université Trent à Peterborough, Ontario et un doctorat de l'University of Birmingham en Angleterre. Au nom de l'Institut Vanier, il est conseiller auprès de divers départements d'État et organismes nationaux sur des questions de politique sociale.

John Ferguson Godfrey

John Godfrey a été élu la première fois député libéral au Parlement fédéral pour la circonscription torontoise de Don Valley West en octobre 1993 puis réélu en juin 1997 et en novembre 2000. Il a été nommé président du Comité permanent de Patrimoine canadien en janvier 1994, et en septembre 1995, il a été nommé président du Comité permanent sur l'Industrie. Il a été nommé secrétaire parlementaire auprès du ministre de la coopération internationale et responsable de la Francophonie en février 1996. De juillet 1997 à juillet 1998, John a été le secrétaire parlementaire auprès de la ministre de Patrimoine canadien. Il est actuellement président du comité libéral sur le Plan d'action national pour les enfants, du comité libéral sur la politique sociale du Comité permanent de la Chambre des communes sur les enfants et les jeunes à risque. Il est aussi membre du Comité permanent sur les affaires indiennes et du Nord et ressources naturelles, et membre du Comité conjoint permanent sur les langues officielles.

John Godfrey est bien connu de bien des gens comme rédacteur en chef du *Financial Post*, poste qu'il a occupé de 1987 à 1991. Avant de devenir député pour Don Valley West, il était vice-président du Canadian Institute for Advanced Research (CIAR), l'un des principaux instituts de recherche au Canada, avec des programmes étudiant les questions sociales, économiques et scientifiques qui ont une importance majeure pour le Canada.

Il a commencé sa carrière à l'Université Dalhousie, en Nouvelle-Écosse, où il a enseigné pendant 17 ans en tant que professeur d'histoire, dont 10 ans où il a aussi été président de l'Université de King's College, à Halifax.

Il est le récipiendaire de nombreux prix et honneurs, y compris Doctor of Sacred Letters (honoris causa), à Trinity College, Université de Toronto, (1987); le Vanier Award for Outstanding Young Canadian (1981) et le Queen's Jubilee Medal (1977). John a eu une longue carrière de service public et d'activisme, tant à l'échelon national qu'international.

John est également l'auteur de divers articles sur les questions d'éducation, de politique, les affaires internationales, sociales et économiques. En 1987, il a publié

Capitalism at War, une étude d'envergure de la mobilisation économique de la France durant la première Guerre mondiale. En 1999, il a été corédacteur de *The Canada We Want – Competing Visions for the New Millennium*. Il a aussi écrit plusieurs programmes pour la télévision et la radio et en 1990, John était un co-animateur fondateur du programme populaire de TVOntario sur les affaires courantes, *Between the Lines*.

John Godfrey est né le 19 décembre 1942 à Toronto. Il a fait ses études à l'Université de Toronto et a obtenu une maîtrise (Phil.) et un doctorat (PhD en Phil.) à l'Université d'Oxford. Il est marié à Trish Bongard Godfrey et ils ont un fils, Ian. John est totalement bilingue en anglais et en français.

Josephine Grey

Josephine Grey est une activiste des droits de la personne, veuve et mère de quatre enfants, qui a lutté en faveur de la justice économique et sociale depuis plus de 15 ans. Elle est l'une des fondatrices de Low Income Families Together (LIFT) à Toronto, un centre de ressources dirigé par et pour les personnes à faible revenu. LIFT s'occupe d'éducation communautaire sur les droits de la personne, l'éducation en matière économique et politique et sert de porte-parole pour les personnes à faible revenu auprès des médias et du gouvernement.

Elle a participé à l'échelon international à la fondation de Hemispheric Social Alliance, un réseau de plus de 300 organismes nationaux cherchant à remettre en question et à proposer des alternatives au régime actuel du libre échange, des alternatives qui respecteraient les droits de la personne et de l'environnement. Elle est devenue le premier membre international du syndicat américain U.S. National Welfare Rights Union en 1994 et continue de collaborer avec eux à leur campagne sur les droits économiques de la personne (Economic Human Rights Campaign).

Elle a coordonné, été l'auteure et présenté le Ontario People's Report au Comité de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels en 1998. Josephine est actuellement secrétaire internationale pour l'Organisation nationale antipauvreté et poursuit sa tâche au niveau communautaire avec d'autres collègues bénévoles pour motiver les gens à faire valoir leurs droits. Elle travaille aussi maintenant pour un comité international en vue d'utiliser les traités des droits de la personne pour faire face à la politique économique mondiale.

David I. Hay

David I. Hay est associé principal de Information Partnership Incorporated, une entreprise de gestion de l'information établie à Victoria, en Colombie-Britannique

Les domaines d'expertise de David sont le développement social et la politique sociale. L'année dernière, David s'est occupé de divers projets sur la gestion d'information et le développement de politiques dans le secteur bénévole. Il a accumulé beaucoup d'expérience dans la mesure et l'évaluation des indicateurs sociaux, le bien-être des enfants et des jeunes, et la pauvreté et l'inégalité des enfants et des familles. David a poursuivi des études (BA, MSc, PhD) en psychologie, sociologie, philosophie et santé communautaire.

David est Vice-président (pour la C-B et Yukon) au Conseil canadien de développement social, ancien président de la Greater Victoria Child and Youth Advocacy Society, et membre fondateur de Campagne 2000 pour éliminer la pauvreté des enfants au Canada.

Wayne Helgason

Wayne Helgason est le directeur général depuis six ans du Social Planning Council of Winnipeg, organisme très actif et en voie d'expansion. L'un de ses objectifs pour le SPC est d'élargir sa base de partenaires parmi tous les gens qui y ont des enjeux. Les priorités clé sont la recherche orientée à l'action et le soutien aux groupes communautaires.

En plus de faire des conférences de cours localement sur une variété de sujets, comme les enfants à risque, la pauvreté, l'emploi et la formation, l'autonomie gouvernementale des peuples Autochtones, les droits de la personne et la réforme de la sécurité sociale, M. Helgason a eu des contrats de conférences à l'Université de Toronto (Faculty of Preventive Medicine), la Banff School of Management et le Centre canadien de gestion à Ottawa.

Mr. Helgason est diplômé de l'Université Carleton (1973) et a récemment pris part à un programme à l'Université Harvard spécialisé sur les peuples Autochtones.

Andrew Jackson

M. Jackson, directeur de la recherche au Conseil canadien de développement social (CCDS), participe activement à des travaux théoriques et empiriques reliant les questions d'ordre économique et social. Il est l'auteur d'un exposé récent intitulé «Pourquoi il n'est pas nécessaire de choisir entre la justice sociale et la croissance économique : le

mythe du compromis entre ce qui est équitable et ce qui est efficace». Il coordonne plusieurs projets en utilisant des indicateurs sociaux, dont une étude pour la Fondation Laidlaw sur l'inclusion et l'exclusion sociale des enfants, des travaux pour Patrimoine canadien et le ministère de la Justice sur la cohésion sociale, la préparation de la version 2001 de L'Indice de sécurité personnelle pour le CCDS, et l'élaboration d'indicateurs sociaux au niveau communautaire.

M. Jackson s'est joint au CCDS en juin 2000, après avoir passé 11 ans comme économiste de niveau supérieur au Congrès du travail du Canada. Au CTC, il était en charge de la recherche en matière d'emploi, de fiscalité, de questions monétaires, de taxation et d'économie internationale. Pendant qu'il était au CTC, il a travaillé avec divers groupes de travail gouvernementaux sur des questions portant sur la formation professionnelle, la taxation, la durée du travail et le milieu de travail, et a participé activement aux travaux de recherche de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE. M. Jackson est un économiste syndical très respecté et a fait des chroniques régulières dans les médias sur l'emploi et la politique sociale. Il est associé de recherche auprès du Centre canadien de politiques alternatives et le co-auteur de trois livres, dont *Falling Behind: The State of Working Canada 2000*. Il a également publié de nombreux articles dans des revues spécialisées et des livres, et a souvent fait des allocutions lors de conférences de politiques sociales et devant des comités parlementaires.

M. Jackson a étudié à la London School of Economics and Political Science (BSc. en économie et MSc. en économie) et à l'Université of British Columbia (études doctorales en économie politique canadienne). Parmi son expérience d'emploi antérieure, il a été enseignant de collège et agent de programme au Centre syndical et patronal du Canada. Andrew Jackson a été un bénévole très actif dans la communauté de la politique sociale, ayant auparavant siégé aux conseils d'administration du Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton et du Conseil canadien de développement social. En 1999, il a fait partie du Groupe d'étude sur l'emploi pour la Région d'Ottawa-Carleton.

Jane Jenson

Jane Jenson, PhD, FRSC est la Directrice du Réseau de la famille, des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques depuis juin 1999. Elle est aussi professeure de Sciences politiques à l'Université de Montréal et Directrice de l'Institut d'études européennes de l'Université de Montréal/McGill University. En 2001, elle a obtenu une nomination de sept ans comme Présidente de recherche canadienne niveau-1 sur la gouvernance et la citoyenneté

à l'Université de Montréal, un honneur qui est octroyé à des chercheurs expérimentés reconnus par leurs pairs comme chefs de file au niveau mondial dans leur domaine. Elle est aussi éditrice de *Lien social et Politiques - RIAC*, un journal de politique sociale franco-québécois, et a obtenu deux subventions du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Stephan Klasen

Stephan Klasen est professeur d'économie à l'Université de Munich. Sa recherche se centre sur les questions de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale dans les pays industrialisés comme dans les pays en voie de développement. Il détient un PhD en sciences économiques de l'Université Harvard et a occupé des postes à la Banque mondiale et à l'Université de Cambridge, en Angleterre. Il a récemment participé à un projet de l'OCDE portant sur les liens entre l'éducation et l'exclusion sociale dans l'enfance.

Jean Lock Kunz

La Dr. Jean Lock Kunz est chercheure de niveau supérieur à la Division de la recherche appliquée de Développement des ressources humaines Canada. Avant d'aller à DRHC, la Dr. Kunz était associée de recherche et de politiques publiques au Conseil canadien de développement social, où elle a lancé le programme de recherche sur la diversité culturelle. Elle est encore actuellement membre du groupe consultatif pour le programme de recherche sur la diversité culturelle au CCDS et elle représente DRHC pour le Projet Métropolis, un forum de recherche et de politiques publiques sur l'immigration et la diversité.

Sociologue de formation, la Dr. Kunz a enseigné sur les relations raciales. Elle a écrit de nombreux textes sur divers sujets, comme l'immigration et les relations raciales, la santé, les jeunes, et les personnes du troisième âge. Son travail sur l'immigration et les relations raciales comprend les relations entre les minorités et les médias au Canada, l'intégration sociale des jeunes immigrants et des minorités visibles, la prise de médicaments chez les personnes âgées d'un milieu ethnique, ainsi que les circonstances sociales et économiques des immigrants et des réfugiés.

Vivian Labrie

Vivian Labrie agit présentement en tant que coordonnatrice et porte-parole du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. À l'emploi du Carrefour de pastorale

en monde ouvrier à Québec depuis 1988, elle a été affectée à cette fonction au moment de la mise en place du Collectif en 1998. Elle est chercheuse de formation dans le domaine de l'ethnographie et de la psychologie sociale, avec un doctorat ès lettres et sciences humaines de l'Université René Descartes (Paris V) (1979), a mené des travaux sur la tradition du conte, la transmission du savoir populaire, la culture écrite et bureaucratique, l'aide en situation de transition et continue dans la mesure du possible son métier de chercheuse. Elle a été impliquée au début des années 1990 dans la mise en œuvre d'une stratégie de développement économique communautaire dans les quartiers centraux de Québec. En 1995-1996, elle a fait partie du Comité externe de réforme de la sécurité du revenu et a cosigné avec Camil Bouchard et Alain Noël un rapport intitulé «Chacun sa part». Depuis elle a été très engagée dans des actions de citoyenneté active où on refuse l'injustice faite aux plus pauvres et où on propose des voies de changements plausibles, possibles et branchées sur un horizon visant la réduction des distances et des écarts de richesse dans la société: clause d'appauvrissement zéro, Jeûne à relais du refus de la misère, Nuit des taons qui piquent, Parlement de la rue, Carrefour de savoir sur les finances publiques, Projet de loi sur l'élimination de la pauvreté.

Marcel Lauzière

Marcel Lauzière est le Directeur Général du Conseil canadien de développement social (CCDS) Directeur général du Conseil canadien de développement social (CCDS) et a été un ardent défenseur de la cause de la recherche sociale depuis quinze ans. Avant de se joindre au CCDS, M. Lauzière était Conseiller spécial auprès du président ainsi que Directeur de la liaison et de l'innovation au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH), la principale agence fédérale de recherches en sciences humaines. Auparavant, il était Directeur des relations gouvernementales et ensuite Directeur général de la Fédération canadienne des sciences sociales, une ONG nationale représentant les chercheurs en sciences sociales et 70 universités canadiennes.

Au fil des ans, M. Lauzière s'est beaucoup dépensé pour consolider les liens entre le milieu de la recherche et celui des politiques publiques, pour encourager la recherche interdisciplinaire et pour développer et favoriser des mécanismes visant à entraîner la collaboration entre les universités et le niveau communautaire. Il dirige actuellement le développement de la Stratégie d'accès communautaire aux statistiques sociales, une initiative pan-canadienne qui vise à faciliter l'accès aux données par les municipalités et les organismes communautaires.

M. Lauzière est membre du comité de direction de l'Alliance canadienne des enfants, membre du conseil d'administration de la Coalition des organisations nationales bénévoles et membre du comité de direction du Conseil international de l'action sociale. Il siège également à la table ronde sur le secteur bénévole et communautaire et au Comité consultatif sur les conditions sociales de Statistique Canada.

M. Lauzière est titulaire d'une maîtrise en Histoire canadienne de l'Université d'Ottawa. Il réside à Aylmer avec son épouse et ses trois enfants.

Avrim D. Lazar

En juillet 1998, M. Avrim Lazar est nommé sous-ministre adjoint, Politique stratégique, à Développement des ressources humaines Canada. De 1995 à 1998, M. Lazar a été sous-ministre adjoint, Politiques et Communications, à Environnement Canada.

M. Lazar a commencé sa carrière dans la fonction publique en 1978, en qualité d'analyste principal au ministère de la Justice. A ce ministère, il a ensuite occupé le poste de chef, Recherche en politiques, Droit civil et Affaires sociales (1981-1982), puis de directeur, Évaluation des programmes (1982-1985). En 1985, il a été nommé directeur général, Direction de la revue, à la Commission de la fonction publique (CFP) du Canada. Il est entré au service d'Agriculture Canada en 1991 à titre de directeur général du Bureau pour un environnement durable, puis est devenu directeur général, Coordination des politiques et Orientations stratégiques, Direction générale des politiques (1992-1994). En 1994, M. Lazar a été nommé directeur général, Biodiversité et Politiques et planification de la conservation, Service de la protection de l'environnement, Environnement Canada.

De 1975 à 1978, il a travaillé comme expert-conseil indépendant en politique sociale et méthodes de recherche auprès de divers ministères. Il a aussi enseigné dans des écoles secondaires de Vancouver et de Zambie (de 1969 à 1973). Au fil des ans, M. Lazar a donné de nombreux cours aux cycles supérieurs à l'Université d'Ottawa et à l'Université Carleton.

M. Lazar possède les diplômes suivants : baccalauréat en sciences (1968) de l'Université McGill, baccalauréat en éducation (1970) et doctorat en psychopédagogie (1976) de l'Université d'Ottawa. M. Lazar est marié et père de quatre enfants.

Rianne Mahon

Rianne Mahon est la directrice de l'Institut d'économie politique à l'Université Carleton. Elle est corédactrice (avec Sonya Michel) de *Child Care Policy at A Crossroads: Gender and Welfare State Restructuring*, à paraître chez Routledge, hiver 2002. Elle est l'auteure de nombreux articles sur la politique envers les enfants dans le cadre de la restructuration de l'État-providence au Canada et en Suède et a aussi fait des articles sur le syndicalisme et le marché du travail dans ces deux pays.

David Miller

David Miller est conseiller municipal pour High Park-Parkdale (circonscription 13) de la Ville de Toronto. Il a été élu pour la première fois en 1994, pour l'ancienne Municipality of Metropolitan Toronto et a été réélu aux élections municipales de 1997 et 2000. Le Conseiller Miller a assumé plusieurs rôles pendant son mandat municipal. Récemment, il a été Président du Comité spécial du Conseil municipal pour superviser le fusionnement, de l'Initiative de participation civique de la Ville, du Comité Oak Ridges Moraine, du Comité pour l'immigration et les réfugiés et du Sous-comité du personnel. Il est particulièrement actif dans les questions touchant aux transports publics, en étant commissaire de la T.T.C., membre du GO Transit Board, membre du Greater Toronto Services Board, coprésident de la Transportation Management Association et président du Metro's Pro-Transit Sub-Committee.

Le Conseiller Miller est avocat de profession. Avant d'être élu, il était partenaire du fameux cabinet d'avocat Aird & Berlis à Toronto, spécialisé dans les questions d'emploi, d'immigration et de litigation des droits des actionnaires. Il est marié, père deux jeunes enfants et réside dans le quartier de High Park.

Alex Munter

Conseiller municipal pour Ottawa, Alex Munter a servi trois mandats à l'échelon municipal. Un des chefs de file du premier Conseil de la ville fusionnée d'Ottawa, il est président du Comité de la santé, des loisirs et des services sociaux de la ville, qui supervise les hospices publics, la santé publique, les services de garde d'enfants, les activités de loisirs et culturelles, les programmes artistiques, les services sociaux et du logement. Il est aussi membre du Comité de l'urbanisme et de l'aménagement chargé de

répondre à la croissance rapide de la région, et du Comité des services organisationnels et du développement économique.

Alex a été le représentant de Kanata au Conseil régional d'Ottawa-Carleton de 1994 à 2000, où il a été membre du Comité permanent de l'urbanisme et de l'environnement et où il était président du Comité des services communautaires de la région, responsable de la santé publique, des services ambulanciers, des hospices publics, du logement pour les personnes à faible revenu et les personnes du troisième âge, et des services sociaux. Il a aussi siégé au conseil d'administration de la Ottawa Economic Development Corporation et à celui de la Société de protection de l'enfance d'Ottawa-Carleton.

Alex a été conseiller municipal de Kanata de 1991 à 1994. Il a présidé le groupe sur la participation publique et le conseil d'administration des services de police de Kanata. De 1994 à 1997, il a été membre du Conseil sanitaire de district d'Ottawa-Carleton.

En 1988, Alex a été sélectionné par la Banque fédérale de développement comme le «jeune entrepreneur de l'année» pour l'Ontario. Il a aussi été le récipiendaire de la Ontario Youth Medal et du prix de bénévolat de l'Ontario et a été nommé l'un des «100 Canadiens à suivre» par le magazine *Maclean's*. En mars 2001, Centraide a remis à Alex le prix 2000 du bâtisseur communautaire.

Né à Montréal en 1968, Alex parle anglais, français et allemand. Il possède un Bac en Sciences sociales (Magna Cum Laude) de l'Université d'Ottawa.

Marvyn Novick

Marvyn Novick est professeur de travail social à l'Université Ryerson. Depuis 1970, il a participé activement au domaine de la politique sociale au Canada et à des initiatives de développement social à Toronto. Son travail porte principalement sur le bien-être des enfants, des familles et des communautés.

Le Pr. Novick est un des cofondateurs de Campagne 2000 et l'auteur d'importants rapports de politiques sur la pauvreté des enfants au Canada. Ses publications récentes traitent des déterminants sociaux des chances de vie, d'une approche tenant compte du cycle de vie pour les stratégies s'appliquant aux enfants, des systèmes communautaires de soutien social, et des dimensions structurelles de l'inclusion sociale.

Le Pr. Novick a été conseiller auprès d'organismes nationaux et du gouvernement municipal à Toronto. Il a coordonné l'unité de politiques du programme Children at Risk de la Fondation Laidlaw, a présidé un projet de démonstration national sur le travail et la vie familiale pour l'Association canadienne pour la santé mentale, a participé à des consultations publiques sur une stratégie de développement social pour la Ville de Toronto, et siège à présent avec le groupe consultatif d'experts pour la Toronto Commission on Early Learning and Care (éducation et soins de la petite enfance).

Hector Ouellet

Hector Ouellet est professeur en recherche et politiques sociales à l'École de service social de l'Université Laval. Il détient un niveau doctoral en sociologie du développement (Cornell University) et de maîtrise en service social (Université Laval). M. Ouellet a fondé le Centre de recherche sur les services communautaires, dont il a été directeur de 1985 à 1995, premier Centre au Québec à se développer sur la base d'un partenariat avec le milieu de la pratique. Il a travaillé pour la Fédération des CLSC du Québec de 1978 à 1990. Il est membre du conseil d'administration de Centraide Québec et Président du conseil d'administration du Conseil canadien de développement social. M. Ouellet a publié divers travaux sur la pauvreté, l'accessibilité aux services sociaux, les réformes de la santé et des services sociaux et les comportements d'utilisation de services chez les personnes âgées.

Shelley Phipps

Shelley Phipps est professeure d'économie, chaire Maxwell, à l'Université Dalhousie. Elle a obtenu un PhD (en économie) de l'University of British Columbia en 1987. Phipps a été Présidente du Réseau canadien des femmes économistes, a siégé aux conseils exécutifs du Luxembourg Income Study et de l'Association canadienne d'Économique, et est membre des comités de rédaction de *Review of Income and Wealth*, de la *Revue canadienne d'économique* et de *Analyse de politiques*. En 1999, Phipps a donné la «Innis Lecture» à la réunion annuelle de la l'Association canadienne d'Économique sur le thème «Economics and the Well-being of Canadian Children.» Sa recherche actuelle se concentre autour de la santé et du bien-être des enfants au Canada, des comparaisons internationales de politiques sociales, de la pauvreté et l'inégalité, et de la prise de décision au sein des familles.

Marie Pierce

Marie est Directrice générale de l'Association canadienne des commissions scolaires, porte-parole national des associations provinciales de commissions scolaires et de conseillers scolaires. Elle a travaillé avec les conseils d'administration scolaires pendant les 15 dernières années et a assumé le rôle de directrice générale de l'ACCS depuis 1993.

Marie a obtenu sa maîtrise en sociologie en 1976 et a participé au développement et à la recherche de politiques pédagogiques au niveau postsecondaire, ainsi qu'élémentaire et secondaire. Avant son poste à l'ACCS, Marie a eu divers postes avec la Ontario Public School Boards Association, y compris Directrice de la législation et des finances ainsi que Directrice du Curriculum et des questions du Nord de l'Ontario. Pendant qu'elle était associée de recherche avec le Conseil des universités d'Ontario, elle a entrepris une recherche sur le manque d'enseignants. A TVOntario, elle a porté l'attention sur l'éducation à distance pour les adultes.

Elle est une partisane engagée du besoin d'un solide système d'éducation publique, gouverné par des commissions scolaires élues localement, et soutient des approches et solutions collaboratives communautaires aux problèmes et affaires scolaires.

Diane Richler

Diane Richler est Vice-Présidente exécutive de l'Association canadienne pour l'intégration communautaire, qui oeuvre pour aider les communautés à être inclusives avec les personnes qui ont un handicap intellectuel. L'association est une fédération de 10 associations provinciales et deux territoriales composées de plus de 400 associations locales et de plus de 40 000 membres. M^e Richler était auparavant Directrice du Roeher Institute et a travaillé pendant plus de 25 ans au soutien d'organismes de personnes handicapées, leurs familles et amis, qui se sont faits les agents du changement social.

M^e Richler prend un intérêt particulier à lier la situation d'handicapé à un domaine plus large de politique sociale, de droits humains, de démocratisation et du renforcement de la société civile, tant au Canada que sur la scène internationale. Elle a tenu un rôle de chef de file dans les stratégies canadiennes visant à promouvoir une éducation inclusive, à fermer les institutions et à développer des politiques qui favoriseront l'inclusion des personnes avec un handicap et de leurs familles dans tous les aspects de la vie communautaire. Dans le monde, elle a parlé en faveur de la participation des personnes handicapées, de

leurs familles et des organismes les desservant, dans tous les aspects de la société civile. Elle a oeuvré pour que les institutions multilatérales tiennent compte de l'inclusion des personnes handicapées dans toutes leurs activités et en particulier, a promu la pleine participation civique des personnes handicapées.

M^e Richler a publié de nombreux articles, a été co-rédactrice de *Changing Canadian Schools*, avec Gordon Porter, et a été invitée comme conférencière aux Amériques, en Europe, en Asie et en Nouvelle-Zélande. En 1996-1997, M^e Richler a été conseillère en politiques auprès du Ministre du Développement des ressources humaines Canada.

M^e Richler est Présidente-élue et Secrétaire générale d'Inclusion International. Inclusion International est un organisme communautaire des droits de la personne, composé de familles, de groupes d'auto-défense et de citoyens engagés, qui sont dédiés à développer et à protéger les droits des personnes mentalement handicapées à vivre une vie décente dans l'ensemble de la société. C'est l'un des sept organismes internationaux pour les personnes handicapées qui sont reconnus par l'ONU. Il est composé de 179 sociétés nationales membres de 75 pays.

Walter Ross

Walter est expert-comptable, associé à la retraite de Ernst & Young. Il s'occupe activement d'un certain nombre de projets communautaires, surtout en sa qualité de Président de la Fondation Laidlaw.

Anver Saloojee

Anver Saloojee est un professeur au Department of Politics and School of Public Administration à l'Université Ryerson à Toronto et président du conseil d'administration du Community Social Planning Council of Toronto. Actuellement, Anver est un des directeurs au conseil d'administration de la Fondation Laidlaw. En 1996-1997, Anver a été nommé par le Département d'Éducation d'Afrique du Sud comme l'un des chercheurs principaux de la National Commission on Special Needs in Education and Training in South Africa.

La lutte au racisme et les questions d'équité forment une partie importante de la participation aux affaires communautaires comme de la recherche universitaire d'Anver. Anver a écrit et publié dans divers domaines, y compris sur des questions liées à l'équité d'emploi, la cohésion sociale, et la création de milieux inclusifs pour l'enseignement et l'apprentissage.

Linda Snyder

Linda Snyder a une expérience en éducation pour adultes et en développement communautaire. Elle a travaillé au Canada et sur la scène internationale sur des questions de justice sociale pendant 30 ans, en passant par les droits de la personne, la pauvreté, l'égalité des sexes et le développement économique communautaire. Depuis les trois dernières années, elle a travaillé en tant que coordinatrice de projet pour le Maritime Centre of Excellence for Women's Health sur un projet couvrant toutes les provinces de l'Atlantique, financé par Santé Canada. Le projet explore les questions touchant à l'exclusion et l'inclusion du point de vue social et économique et leurs conséquences sur la politique publique.

Sherri Torjman

Sherri Torjman est Vice-présidente du Caledon Institute of Social Policy. Elle est l'auteure de plusieurs rapports du Caledon, dont *The Social Dimension of Sustainable Development; Strategies for a Caring Society; Civil Society: Reclaiming our Humanity; Social Capital and the 'Our Millennium' National Project*; et *From Information to Application: How Communities Learn*.

Sherri Torjman a rédigé la collection de rapports sur le bien-être social pour le Conseil national du bien-être social et est l'auteure de quatre livres sur la politique concernant les personnes handicapées. Elle a travaillé pour le Comité de la Chambre des communes sur les personnes handicapées, le Comité de la Chambre des communes sur les services de garde à l'enfance, et la Commission royale sur les nouvelles technologies de reproduction.

Sherri Torjman a enseigné un cours de politique sociale à l'Université McGill et a été auparavant Directrice de la Fondation Trillium.

Terry Wotherspoon

Terry Wotherspoon est Directeur et professeur de Sociologie à l'Université de Saskatchewan. Outre ses nombreuses années d'expérience comme enseignant au niveau secondaire et postsecondaire, il a mené des recherches et beaucoup publié sur des questions touchant à l'éducation, la politique sociale et l'inégalité sociale au Canada. Ses livres récents comprennent *The Legacy of School for Aboriginal People: Education, Oppression and Emancipation* (à paraître prochainement, Oxford University Press; co-auteur Bernard Schissel); *The Sociology of Education in Canada: Critical Perspectives* (Oxford University Press); *Multicultural Education in a Changing Global Economy: Canada and the Netherlands* (Waxmann; co-rédacteur Paul Jungbluth); et *First Nations: Race, Class and Gender Relations* (Nelson et republié par Canadian Plains Research Centre; co-auteur Vic Satzewich). Sa recherche actuelle comprend l'enseignement et les méthodes éducatives dans les communautés autochtones, et les relations entre l'apprentissage formel et informel et le marché du travail.

Lois Yelland

Lois Yelland est agente de la santé auprès du Vancouver/Richmond Health Board et sa tâche depuis plusieurs années a principalement porté sur la santé et le bien-être des enfants, des jeunes et des familles, tant au niveau individuel que systémique. Elle s'occupe de défense des droits au niveau provincial par l'intermédiaire de la Society of Children and Youth of BC, de First Call et de Campagne 2000. Elle est porte-parole pour Windows of Opportunity dans le cadre de la Vancouver's Children and Youth initiative et préside le comité consultatif pour le projet d'évaluation des ressources communautaires (Community Asset Mapping Project), dirigé à Vancouver par le Dr. Clyde Hertzman.